

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MG/AB

A R R E T E

940990 du **20 JUIN 1994** portant
prescriptions complémentaires à la Société BIMA 83 à
CERNAY

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative modifiée au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 98927 du 19 août 1992 ;

VU le rapport du 21 avril 1994 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;

VU l'avis du 19 mai 1994 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 d'imposer des prescriptions complémentaires à la Société BIMA 83 à CERNAY ;

SUR proposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

7, RUE BRUAT 68000 COLMAR. TÉL. 89.24.70.00. TÉLÉCOPIE 89.23.36.61 TÉLEX 880 209

ADRESSE POSTALE : B.P. 489 68020 COLMAR CÉDEX

A R R E T EArticle 1er -

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 98927 du 19 août 1992 autorisant la Société BIMA 83 à exploiter sur le site 1 rue des Vignes 68700 CERNAY des installations soumises à autorisation sont modifiées comme suit :

- Article III.3.2. : l'ensemble des fûts devront être sur rétention étanche à compter de fin 1995 (en lieu et place du délai de deux ans prévu dans l'arrêté).
- le dernier alinéa de l'article VI.6.2. Echancier sécurité des procédés, est remplacé par :

Le calendrier de la remise des conclusions de l'examen systématique et des critères d'appréciation des risques est communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées d'ici fin mai 1994.

Cet échelonnement tient compte des dates décalées de transfert des unités.

L'ensemble des informations devra avoir été remis avant fin mai 1995.

- Article VI.1.11., l'échéance pour la mise en place de la toiture au dessus des stockages d'oléum et de chlorhydrique sulfurique est repoussée à fin 1995.
- La disponibilité de l'information par deux chaînes de mesures redondantes prévue à l'article VII.1.13. devra être effective à fin 1995.
- Article VII.3., les mesures redondantes avec seuil d'alarme sur les capacités recevant de l'oléum devront être en service d'ici fin 1995.

Article 2 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du services instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

.../...

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le 20 JUIN 1994

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Signé : J.C. EHRMANN



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Délai et voie de recours

(article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.